



Nicaragua:

75 MILLIONS D'AIDE A LA CONTRA ET A L'OPPOSITION: QUI VIOLE ESQUIPULAS?

Après le vote par le congrès étatsunien de 75,640 millions d'aide à la Contra et à l'opposition, le président Ortega a expliqué les positions de son gouvernement et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle condamne l'attitude des Etats-Unis.

REAGAN PREPARE-T-IL UNE "SURPRISE D'OCTOBRE"?

Comment interpréter la montée de la tension militaire tant à la frontière hondurienne que sur les mers ou dans les airs? S'agit-il d'actions liées à la campagne électorale aux Etats-Unis ou des premiers pas de l'escalade?

CONCOURS DE BEAUTE:

Elle avait des mensurations trop révolutionnaires. La "Maja" nicaraguayenne ne peut pas entrer aux Etats-Unis.

NUITS ET JOURS DE L'IGUANE

L'une des caractéristiques de Managua est que si la ville avance, la nature ne recule pas pour autant. Une autre chanson d'amour à la capitale, signée Raquel Fernandez.

Amérique Centrale:

AMERIQUE CENTRALE: QUATRE PAYS SOUS INFLUENCE

La visite du président guatémaltèque Vinicio Cerezo en Amérique centrale a eu quelques résultats. Cependant, le choix de la date du prochain sommet des présidents est un bel exemple de la dépendance de certains pays de la région.

HONDURAS: DES MILLIONS DE DOLLARS MAIS PAS POUR LE DEVELOPPEMENT

Au cours d'un forum organisé à Tegucigalpa, deux universitaires ont analysé le rôle de l'aide économique des Etats-Unis au Honduras.

LA DEMOCRATIE COURT DE GRAVES DANGERS EN AMERIQUE LATINE

Entretien avec le président de l'Internationale Socialiste. Pour l'Amérique latine est le but premier de la lutte politique dans le continent, cependant, en Amérique centrale, elle passe forcément par la paix.

En bref:

"La troisième voie - une autre façon de se vendre" commentaire du Barricada

Réactions à la création d'une alliance de "la troisième voie"

Mères du jeudi: le douzième refus

Dix chefs de Yatama pour la guerre déposent les armes

40 P 11481

75 MILLIONS DE DOLLARS D'AIDE A LA CONTRA ET A L'OPPOSITION: QUI VIOLE ESQUIPULAS?

Managua, (ANN). A la fin d'une rencontre sur le thème de la science et la technologie, réalisée le 1er octobre à Managua, le président Ortega a détaillé l'aide votée la veille par le congrès des Etats-Unis à la Contra et à l'opposition civique et a expliqué les positions de son gouvernement face à ce qu'il considère comme une violation des accords de paix.

"Pendant que nous sommes réunis ici pour débattre des problèmes de la science, de la technique et de l'écologie, le président Reagan vient de signer le budget fédéral, qui comprend 75,640 millions de dollars pour apporter plus de morts, pour provoquer plus de destructions et pour déstabiliser davantage le Nicaragua. Le congrès, en effet, a assigné 27,140 millions de dollars pour ce qu'il appelle l'aide humanitaire, c'est à dire la nourriture et les vêtements grâce auxquels la Contra va pouvoir continuer à attaquer la population nicaraguayenne. Le congrès se propose également de distribuer 5 millions de dollars à travers certains membres de la hiérarchie catholique nicaraguayenne, comme aide à la déstabilisation. Il dit que c'est pour des médicaments, mais nous n'allons pas permettre qu'ils entrent au Nicaragua. Nous refusons, et nous allons en informer les membres de la hiérarchie catholique nicaraguayenne (applaudissements). Cela fait donc un sous-total de 32,140 millions de dollars d'aide 'humanitaire'.

Mais le congrès a aussi voté une aide militaire qui peut être sollicitée par le président Reagan au moment où il le jugera opportun, en accord avec certaines conditions sur lesquelles je vais revenir. Cette aide militaire se divise ainsi: 16,5 millions de dollars pour acheter des armes, 5 millions pour les transporter et 20 millions en frais d'assurance qui permettent, si un avion est abattu, de le remplacer immédiatement. Cela fait 41,5 millions de dollars d'aide militaire. A cela s'ajoutent 2 millions votés pour l'opposition civique. Le total est donc de 75,640 millions de dollars.

En ce qui concerne tout ce qu'ils appellent aide humanitaire ou l'aide à l'opposition civique que nous n'allons pas permettre non plus, nous avons déjà communiqué aux organismes concernés que nous ne pouvions laisser entrer dans notre pays des fonds du gouvernement états-unien soi-disant destinés aux enfants, quand d'un autre côté le congrès approuve des millions de dollars pour continuer à assassiner la population et les enfants nicaraguayens. C'est totalement inadmissible".

Un participant à la rencontre ayant demandé à quelles conditions le président Reagan peut solliciter l'aide militaire de 41,5 millions de dollars, D. Ortega a fait la réponse suivante: "il suffit que Reagan considère que le gouvernement du Nicaragua a créé une situation d'ur-

gence en Amérique centrale et que cela a un impact négatif sur les possibilités de paix et la stabilité de la région. Il faut que le président ait consulté auparavant les chefs d'état du Costa Rica, du Honduras, du Salvador et du Guatemala. L'autre variante est que le président Reagan fournisse au congrès un rapport apportant une information ample et détaillée ainsi que des preuves évidentes sur la nature de la situation d'urgence, à l'intérieur du Nicaragua ou dans son voisinage, créé par le gouvernement nicaraguayen et ayant eu une influence négative sur les possibilités de paix et la stabilité en Amérique centrale. Nous savons qu'il y a dans la région des gouvernements soumis à Washington, qui nous accusent en permanence d'être responsables de la non-application des accords d'Esquipulas, bien que la commission internationale de vérification et de suivi ait mis en évidence que nous sommes ceux qui avons le mieux appliqué ces accords.

Mais le président Reagan peut demander cette aide à d'autres conditions: initiation, de la part des sandinistes, d'une attaque militaire ne répondant pas à une provocation, ou toute autre action hostile, contre les forces de la "résistance nicaraguayenne". De même, la participation à tout type d'action contre la "résistance nicaraguayenne" dirigée par un pays étranger ou par une organisation et qui ait pour but d'en finir avec la Contra. Les Etats-Unis considèrent que ce n'est pas bien, que nous n'avons pas le droit d'en finir avec la Contra (...) cela ne va pas nous empêcher de continuer et nous allons maintenir nos opérations défensives contre la Contra. Nous n'allons pas accepter de conditions à la défense du pays face aux violations du cessez-le-feu par la Contra. Nous ne pouvons rester sans rien faire, nous avons l'obligation de répondre à ces actions.

Une flagrante violation des accords d'Esquipulas serait pour le président Reagan une autre occasion de demander l'aide militaire. Par exemple fermer les médias ou supprimer la représentation de l'opposition interne, lui refuser le droit de se réunir ou de faire des manifestations pacifiques, ou violer d'une autre façon les droits de l'homme au Nicaragua. Nous sommes persuadés que maintenant la droite va demander beaucoup plus souvent le droit de manifester et que si on le lui refuse, elle va offrir un prétexte à l'administration étatsunienne, car, nous le savons, la droite fait partie d'un appareil de conspiration qui est l'instrument de déstabilisation de la révolution.

Autre condition pour demander l'aide militaire: si l'assistance militaire en provenance du bloc des pays socialistes, y compris Cuba, se maintient à un niveau inacceptable. Alors que les Etats-Unis s'arrogent le droit d'envoyer des armes autant qu'ils le souhaitent en Amérique centrale et en Amérique latine, ils veulent en plus décider combien d'armes et de quel type le Nicaragua peut recevoir. Bien sûr que nous n'allons pas accepter de telles conditions et s'ils doivent débloquent l'aide militaire

pour cette raison, qu'ils le fassent donc, de toute manière ceci n'est qu'un mécanisme utilisé par le congrès et l'administration pour maintenir l'activité terroriste contre le Nicaragua de façon légale, parce que, de toute façon, ils la maintiennent.

Le congrès a approuvé 5 millions de dollars pour ce qu'il appelle l'assistance médicale, qui doit être transférée par l'AID (agency for international development) à l'église catholique du Nicaragua, qui l'utiliserait pour les victimes de la guerre. 75,640 millions de dollars destinés par le gouvernement étatsunien à la continuation de la guerre, voilà la réalité. Nous ne pouvons que condamner cette décision du congrès qui reflète une politique bipartite dans laquelle les démocrates se soumettent à Reagan. Nous sommes sûrs que la communauté internationale va la condamner aussi (...) Ce point devra devenir le thème central du prochain sommet des présidents qui devrait se tenir à la mi-novembre bien que certains gouvernements centraméricains, qui chaque fois en font reculer la date, demandent maintenant qu'il se tienne fin novembre et qui a pour objectif l'évaluation de l'application du plan d'Esquipulas. Le plan de paix, précisément, établit clairement que ce genre d'ingérence dans les affaires de la région est inadmissible, de même qu'est inadmissible l'aide d'un pays étranger à un groupe de mercenaires et de terroristes comme le sont les Contras (...). Nous condamnons ces faits, et nous sommes sûrs que tous les nicaraguayens qui ont le sens de la dignité nationale, indépendamment de leurs positions idéologiques et politiques, condamneront cette aide criminelle approuvée par le congrès".

REAGAN PREPARE-T-IL UNE "SURPRISE D'OCTOBRE"?

par Felipe Jaime.

Managua, (ANN). Au fur et à mesure que l'administration Reagan approche de sa fin, les menaces d'intervention directe se font de plus en plus sérieuses. L'augmentation des vols d'espionnage, le harcèlement de l'armée hondurienne et la permanence de nombreux navires de guerre étatsuniens au large des côtes nicaraguayennes indiquent apparemment que quelque chose se prépare à Washington.

Pendant le mois de septembre, des avions étatsuniens de type V-2 RC-113 et EC-130 ont violé 35 fois l'espace aérien nicaraguayen, ce qui, pour les chefs de l'Armée populaire sandiniste (EPS), représente "une augmentation considérable de l'espionnage stratégique". Les mêmes signalent que le but de ces vols est de mettre à jour les informations sur les positions défensives de l'EPS face à une éventuelle action militaire des Etats-Unis, du Honduras ou des mercenaires eux-mêmes.

Mais les Etats-Unis ne se sont pas limités à ces incursions d'espionnage. Le 27 septembre, deux avions supersoniques F-5, un bimoteur de type non identifié et un hélicoptère pourvu de matériel d'artillerie, appartenant tous aux forces armées honduriennes, ont survolé de façon menaçante et provocatrice trois villages nicaraguayens près de Somotillo, dans le département de Chinandega (au nord-ouest). Les responsables de l'EPS ont également informé que des bateaux étatsuniens de type ARL-24 Spinks sont ancrés dans le golfe de Fonseca (pacifique) et effectuent des missions d'espionnage radio, sous la protection d'impressionnants navires de guerre qui ne respectent pas les 12 milles d'eaux territoriales. On a su par ailleurs que, le 20 août dernier, quatre embarcations rapides des forces armées honduriennes ont attaqué un bâtiment de la marine de guerre nicaraguayenne, provoquant la mort d'un lieutenant. Enfin, les services de renseignements de l'EPS ont eu des informations selon lesquelles le nombre de soldats étatsuniens stationnés au Honduras a augmenté ces derniers jours et atteint environ 2.900 hommes. "Ils font des manoeuvres d'acclimatation à la zone d'opération" a expliqué le colonel Carlos Brenes, un des responsables de la deuxième région militaire.

Tous ces éléments pourraient être la touche finale des préparatifs de ce que le Conseil des affaires de l'hémisphère (COHA) a appelé "la surprise d'octobre". Il y a quelques jours en effet, cet organisme a publié un rapport rédigé par l'ancien officier et expert de la CIA David Mac Michael dans lequel ce dernier affirme qu'il est "peu probable mais pas impossible" que le président Reagan lance une intervention directe dans une attitude désespérée. L'invasion, selon le document, aurait pour prémices la provocation d'incidents de frontière par l'armée hondurienne, qui appellerait à l'aide les marines, leur permettant ainsi de pénétrer sur le territoire nicaraguayen avec l'appui des Contras réapprovisionnés.

Cependant, D. Mac Michael signale que tous les mouvements observés vols d'espionnage, navires de guerre dans les eaux territoriales et provocation du Honduras peuvent être liés à "l'effort électoral" et destinés à gagner des voix. Le rapport rappelle que pendant la campagne électorale de 1984 Washington avait eu une attitude semblable, des avions supersoniques SR-71 avaient survolé le Nicaragua à très basse altitude pour provoquer la panique, des bâtiments de guerre avaient été ancrés dans les eaux territoriales et les ports avaient été minés.

Pourtant, selon D. Mac Michael, on ne peut écarter l'hypothèse que Reagan ordonne la mise en marche d'un engrenage fatal le lendemain des élections et laisse à la prochaine administration, qu'elle soit démocrate ou républicaine, l'héritage d'une guerre frontale. Le panorama est complète par d'autres éléments qui remettent également à l'ordre du jour l'escalade et l'intervention: un nouveau financement de la Contra et de l'opposition interne vient d'être voté. Les Etats-Unis et le Honduras

négoçient de nouveaux traités militaires pour l'installation d'autres bases et l'agrandissement de l'infrastructure actuelle qui vont transformer le Honduras en bastion de l'intervention étatsunienne en Amérique centrale. La Contra s'est repliée dans ses camps honduriens pour servir de cheval de troie aux marines à n'importe quel moment.

Les trois mois qui restent à l'administration Reagan sont cruciaux. Quand un lion est blessé à mort, il cherche à donner un dernier coup de patte. Les préparatifs actuels correspondraient-ils à ce dernier coup? Les spécialistes estiment que c'est très possible.

Au Nicaragua, un haut fonctionnaire a expliqué: "nous allons prendre des mesures pour assurer tant la protection des objectifs militaires, économiques et civils que de la population". Pour sa part, le journal du Front sandiniste, Barricada, souligne que "la mobilisation du peuple pour la défense est la seule garantie de la continuation du projet révolutionnaire. On ne peut baisser la garde, on ne peut permettre aucune "surprise". Reagan s'en va, la révolution reste".

VESTIDA OU DESNUDA, LA MAJA N'ENTRE PAS AUX ETATS-UNIS

par Raquel Fernandez.

Managua, (ANN). Un jour, la crise économique qui étrangle le porte-monnaie des nicaraguayens est passée au second plan. Un jour, la guerre, qui se prolonge depuis plus de sept ans, a semblé n'intéresser que ceux qui en sont directement affectés.

Un jour, les problèmes d'approvisionnement, de transports, obsession des habitants de ce petit coin du monde appelé Nicaragua, ont presque cessé d'être le thème obligé des conversations quotidiennes.

Ce qui faisait désormais l'intérêt des nicaraguayens, c'était la beauté des femmes, bien sûr, la beauté des femmes nicaraguayennes, qui ne peut être mise en doute. Les chansons affirment toujours, au Nicaragua comme ailleurs, que les femmes du pays sont les plus belles et les hommes les plus courageux.

PREHISTOIRE DE CETTE HISTOIRE

Les concours de beauté ont toujours été un événement social important au Nicaragua. Tous les ans, les hommes d'affaires respectables, les pères de la patrie et les militaires de haut rang ne hésitaient pas à exhiber leurs filles chéries vêtues de robes de soirée d'une douteuse élégance venue de Miami, de costumes qui se voulaient folkloriques, et de maillots de bain moins factices et plus révélateurs.

Il en a été ainsi jusqu'en 1979. Cette année-là, la révolution a triomphé et, dans les sacs à dos des guerilleros qui venaient de monter à l'assaut du pouvoir, il y avait, entre autres, critères différents quant à la dignité de la femme. Les concours de beauté sont passés à l'histoire. Seul subsistait celui de la Maja (élégante), organisé par Conatur, la chambre nationale du tourisme. Mais il se passait presque dans la clandestinité et sa gagnante était promise à l'anonymat le plus complet.

UN PASSE QUI NE PASSE PAS

Cependant, il y a peu, quelque chose a changé. Ce sont les jeunes de la fédération des étudiants du secondaire qui ont commencé, avec l'élection de mademoiselle Managua. Il est vrai que ce n'était pas le bon vieux concours de papa, puisque les aspirantes au titre devaient être des élèves brillantes, aux notes excellentes et faire preuve en outre d'un bon esprit de camaraderie. Mais c'était un premier pas.

A peine les feux d'une dispute fratricide entre ceux qui considéraient le concours des étudiants comme un véritable sacrilège et ceux qui n'y voyaient qu'une agréable nouveauté s'éteignaient-ils que Conatur a annoncé avec tambours et trompettes le concours "Maja 88". Neuf entreprises de tourisme ont patronné autant de belles qui, souriantes ou languides, ont orné leurs messages publicitaires.

Les journaux, pourtant traditionnellement chiches en informations de ce genre, se sont mis à soupeser les retombées de la joute, à publier les biographies des concurrentes et - pourquoi pas - leurs photos.

Le quotidien indépendant, El Nuevo Diario, a publié en première page et sur deux colonnes la photo de la gagnante, Gabriela Robleto, dans un maillot de bain spectaculaire. Barricada, organe du FSLN, plus modéré, l'a montrée en tenue de soirée, pomponnée et portant mantille. Quant au journal de droite La Prensa, qui se définit lui-même comme le défenseur des valeurs de l'occident chrétien, il les a battus en publiant les photos des neuf candidates en maillot de bain. Sans doute dans l'intention démocratique d'offrir à ses lecteurs des éléments pour apprécier la justesse de la décision du jury.

LE RESSAC

Même après la fin du concours, les esprits ne se sont pas calmés. Les pages d'opinion des quotidiens ont abandonné pour un temps les considérations économiques ou sociologiques de haute volée pour se remplir des bouillonnements d'un débat esthétique-politique serré.

Quant à la "Maja", loin de cette effervescence, elle a préparé ses valises pour aller participer, à Puerto Rico, à l'étape internationale du concours, où elle espérait "re-

présenter dignement la femme nicaraguayenne", ajoutant, comme elles le font toutes, que c'était "l'expérience la plus merveilleuse" de sa vie.

UNE BEAUTE SUBVERSIVE

Mais Gabriela Robleto, la belle brune symbole de la beauté nicaraguayenne, ne prendra pas l'avion. Le gouvernement des Etats-Unis, par le biais de son ambassade à Managua, lui a refusé l'entrée sur le territoire souverain de l'état libre associé de Puerto Rico.

Il n'y a aucun doute quant au motif: Gabriela est nicaraguayenne et pour cela ne peut mettre un doigt de pied, aussi joli soit-il, sur aucun territoire directement contrôlé par les Etats-Unis, même pour participer à un événement aussi éloigné de la politique que peut l'être un concours de beauté. Même les bons offices de l'ambassade d'Espagne, pays organisateur du concours "MAJA international", n'ont pu changer la décision de Washington.

Gabriela Robleto ne peut entrer dans l'enclave états-unienne, pour le délit d'être née dans la patrie de Sandino.

La beauté tropicale restera donc chez elle, avec ses valises pleines de vêtements conçus par des créateurs nicaraguayens qu'elle devait porter au cours de la compétition. L'expérience merveilleuse est devenue un incident politique international.

NUITS ET JOURS DE L'IGUANE

par Raquel Fernandez.

Managua, (ANN). Managua n'est pas, ni ne veut être, une ville. Combien de tentatives a-t-on faites pour l'urbaniser, qui se sont heurtées au mode de vie local accordé à une nature luxuriante et violente? Chaque saison des pluies apportent la preuve, par l'apparition soudaine de la végétation entre les pavés ou la transformation de chaque ruisseau en torrent impétueux, que Managua n'est pas faite pour être une capitale.

La métamorphose du hameau précolombien, qui a lentement grandi en demi-cercles concentriques, puis de façon chaotique et vertigineuse après le tremblement de terre de 1972 qui n'a ni assimilé ni détruit le règne animal. Au contraire, elle a abouti à une symbiose entre la forêt et la ville qui, si elle était développée par des experts en la matière, transformerait totalement ce chaos urbain et démontrerait comment l'homme et la nature peuvent et doivent vivre en bonne intelligence.

Le problème, c'est qu'on est dans le fond influencé par les images culturelles venues d'autres réalités et qu'on rêve d'une ville compacte où toutes les maisons se tou-

chent, où il n'y a pas d'espace entre les quartiers. Et de préférence avec de grands immeubles, signes de la modernité et du progrès. Mais Managua n'est pas ainsi, ni ne le peut, ni ne le veut, ni ne le doit.

LA FAUNE SYLVESTRE

Managua est née il y a peu au milieu de la forêt tropicale et ses bras se sont tellement tendus qu'elle n'a pas eu la force d'extirper la vie animale qui foisonnait, libre et heureuse, sur ce qui est actuellement son territoire. A l'endroit où s'étendent maintenant des quartiers populeux, il y a à peine vingt ans, se trouvaient des pâturages, et cinquante ans en arrière des arbres centenaires. Un jour, les hommes sont arrivés et ont construit leurs maisons les animaux ont alors commencé à prendre leurs distances. Mais ils se sont peu à peu habitués à la présence des humains distraits qui ne faisaient pas attention à eux. Ils n'ont pas tardé à reprendre possession de leurs domaines, juste un peu modifiés. Surtout que la nourriture ne manquait pas. Les décharges publiques et les déchets de toutes sortes ont remplacé avantageusement ce que le bouleversement de leur milieu leur avait fait perdre. C'est alors que les maisons de Managua sont devenues de petits zoos.

Iguanes et gros lézards - espèces que la direction des ressources naturelles prétend en voie d'extinction - prennent le soleil sur les toits pendant les après-midis torrides et promènent leur paresse sur les murs des patios. Les grenouilles et les crapauds sautent avec allégresse ou croassent à la lune sur l'herbe des jardins après les trombes d'eau hivernales. Des insectes de taille "familiale" volent autour des réverbères du maigre éclairage public, obscurcissant la lumière mourante par leur nombreuse présence. Des escadrilles de fourmis volantes, de mites, de scarabées ventrus et de papillons larges comme la main entrent en toute confiance par les fenêtres, toujours ouvertes à cause de la chaleur. Mais la vie sauvage pénètre aussi dans les maisons sous forme de grosses fourmis noires, de petits lézards, d'araignées de toutes tailles et même, de temps en temps, d'une petite sarigue à la queue pelée. Un exemplaire de cette espèce a été récemment capturé par des passants, en pleine matinée, dans le quartier central de Montoya, un des plus peuplés de la ville. L'animal a été ensuite relâché par ses ravisseurs compatissants.

FAIRE DE LA FORET UNE VILLE OU DE LA VILLE UNE FORET

Managua est confrontée à un dilemme quant à l'attitude à avoir face à la réalité duelle dans laquelle elle se développe: faire de la forêt une ville ou de la ville une forêt?.

Pendant des années, avant le tremblement de terre, on considérait, par contagion des modes d'urbanisme des pays où une réalité très différente imposait des façons de vivre très différentes, que le plus prudent et le plus op-

portun était de détruire la nature au profit de la ville. Maintenant, la mairie de Managua (appelée ALMA, contraction de *Alcaldía de Managua* et mot qui signifie par ailleurs âme) en est arrivée à la conclusion que ville et forêt doivent co-habiter harmonieusement. C'est pour cela qu'on laisse de grands espaces verts, surtout dans les zones présentant des risques sismiques.

La réalisation de ce projet a de multiples avantages: la propreté de l'environnement, la baisse de la température de plusieurs degrés - presque comme au printemps - le silence, seulement troublé par le chant des oiseaux. Mais elle a un gros inconvénient: son prix. Une ville aux telles caractéristiques coûte trop chère pour un pays qui, outre qu'il est pauvre et sous-développé, se voit dans l'obligation de consacrer la majeure partie de son budget à la défense.

Pourtant, l'observateur qui contemple la ville d'un promontoire peut croire que l'objectif a été atteint: il n'apercevra, avec le lac en toile de fond, que des bouquets d'arbres, entre lesquels, de loin en loin, se distinguent des toitures, tandis que, majestueux, des vautours tournent silencieusement dans l'azur.

Amérique Latine:

AMERIQUE CENTRALE: QUATRE PAYS SOUS INFLUENCE

Managua, (ANN). C'est par le Honduras que le président Vinicio Cerezo a terminé sa visite éclair de deux jours en Amérique centrale le 23 septembre dernier. Le chef de l'état guatémaltèque s'est rendu au Salvador, au Costa Rica et au Nicaragua avec l'envie évidente de reprendre l'initiative et de jouer à nouveau le premier rôle, que le président Oscar Arias, prix nobel de la paix, lui a disputé depuis un certain temps.

Après s'être entretenu avec son homologue nicaraguayen, Daniel Ortega, V. Cerezo a déclaré à Managua: "Les centraméricains ont toujours été contre tout type d'intervention dans les affaires internes de leurs pays. (...) L'idée qui s'est fait jour à Esquipulas est de renforcer les conditions propres à nous permettre de résoudre nous-mêmes nos problèmes". Mais, outre cet appel fermé à Washington, les résultats principaux de la tournée du président guatémaltèque ont été la concertation d'un nouveau sommet des présidents centraméricains, dont l'objectif principal sera la relance des accords d'Esquipulas, et l'annonce d'une possible renaissance de la Commission internationale de vérification et de suivi des accords (CIVS), dissouté lors du précédent sommet de San José (Costa Rica) le 15 janvier 1987. La CIVS était formée des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA, des pays du groupe de Contadora et du groupe d'appui et des

ministres des relations extérieures centraméricains. Elle pourrait résurgir augmentée de l'Espagne, de la RFA et du Canada, comme l'avait proposé le Nicaragua.

Le voyage de V. Cerezo a eu lieu dans un contexte bien particulier qui permet d'en mieux saisir l'importance. Quand il est arrivé le 22 septembre au Salvador, le chef de l'état guatémaltèque a trouvé un pays paralysé par une grève des transports suivie à 90 % tandis que la guerrilla contrôlait les routes. Le même jour, des combats ont eu lieu au cours desquels 20 soldats de l'armée gouvernementale ont été tués et 43 blessés, selon *Radio Vencemos*, la station du FMLN.

Quand il a rendu visite le même jour à O. Arias, celui-ci était en fort mauvaise posture face à l'opinion publique internationale après la découverte sur le territoire costaricain d'un hôpital de la Contra dans lequel environ 200 combattants sont soignés avant d'être renvoyés au Nicaragua (voir bulletin no 124).

L'image de "neutralité active" que veut se donner le Costa Rica en a été quelque peu égratignée.

V. Cerezo a atterri à Managua au moment où les déclarations de Jim Wright faisaient de belles vagues. En effet, c'est deux jours avant son arrivée au Nicaragua que le président démocrate de la chambre des représentants étatsunienne avait affirmé que la CIA monte des plans pour destabiliser le gouvernement de D. Ortega et qu'il possédait des témoignages (voir bulletin no 124).

Enfin, dans son propre pays, le chef de l'état guatémaltèque a de sérieuses difficultés pour expliquer la recrudescence des activités des groupes paramilitaires, qui se font au grand jour et en toute impunité: durant les deux derniers mois, 146 personnes ont été assassinées, 30 ont disparu, 21 ont été séquestrées, selon la Commission de recherche, d'étude et de promotion des droits de l'homme du Guatemala. De plus, V. Cerezo subit de fortes pressions d'une partie de la classe politique, du patronnat et des travailleurs en désaccord avec les dépenses de l'état que l'exécutif a prévues pour l'an prochain, qui selon eux dépassent largement les possibilités réelles du pays. De même, le refus d'inclure des représentants de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) dans le dialogue national provoque un fort mécontentement.

Dans ce contexte, les observateurs s'interrogent: pourquoi avoir repoussé à une date postérieure aux élections étatsuniennes le sommet des présidents qui devait se tenir le 7 août, premier anniversaire de la signature des accords d'Esquipulas? On ne sait pas qui, au cours du périple de V. Cerezo, a proposé de reculer le rendez-vous. En d'autres circonstances, la date de la réunion n'aurait guère d'importance. Mais dans le cadre du problème centraméricain, elle est décisive, surtout pour les pays les plus subordonnés à Washington, à la tête desquels le Salvador et le Honduras.

Le régime salvadorien est celui qui reçoit le plus du gouvernement des Etats-Unis en aide économique et militaire. En 1987, cette assistance s'est élevée à 700 millions de dollars, l'équivalent du budget annuel de l'état. Pour l'exercice fiscal 1988/1989, ce sont 338,9 millions de dollars qui ont été approuvés pour le Salvador, auxquels s'ajoutent une aide extraordinaire de 125 millions de dollars annoncée par George Shultz lors de sa visite en juin dernier.

Pour le Honduras, le choix de la date du sommet est tout aussi capital, puisque le résultat des élections aux Etats-Unis peut remettre en cause l'immense infrastructure militaire étatsunienne sur son territoire, concession qui a été largement rétribuée: 203 millions de dollars juste pour 1988. A cela s'ajoutent l'aide d'organismes étatsuniens comme l'AID (Agency for international development) et les 87 millions de dollars promis par G. Shultz en juin dernier.

Le Costa Rica pour sa part subit de fortes pressions de la part d'organismes internationaux comme l'AID, qui, selon les observateurs, est celle qui décide de la politique costaricaine, sans parler du FMI. Il figure parmi les pays latino-américains qui ont le plus fort endettement par tête: sa dette totale s'élève à 4 milliards de dollars pour une population de 2,5 millions de personnes.

Quant au Guatemala, bien que cette année l'aide officielle des Etats-Unis ait diminué (elle est passée de 200 millions de dollars en 1987 à 150 en 1988), il a cependant signé, lors de la tournée de Shultz, des accords de coopération d'un montant de 75 millions de dollars.

Le Nicaragua, le seul à ne recevoir aucune aide ni aucune coopération, le seul à refuser les pressions et le chantage, a insisté sur le fait que le sommet devait se tenir le 7 août et que les décisions devaient être prises indépendamment de ce que la Maison Blanche peut penser ou faire. Le Nicaragua avait été également le seul à s'opposer, au sommet de San José, à la dissolution de la CIVS, qui avait été cependant prononcée. En effet, le Salvador et le Honduras avaient menacé de se retirer des accords d'Esquipulas si la commission n'était pas démantelée.

Les spécialistes de l'Amérique centrale estiment que si le sommet des présidents s'était réalisé avant novembre, il est probable que les décisions prises auraient été plus en accord avec la réalité centraméricaine et n'auraient pas été conditionnées à la future politique des Etats-Unis dans la région.

HONDURAS: DES MILLIONS DE DOLLARS MAIS PAS POUR LE DEVELOPPEMENT

par Misael Barrios.

Tegucigalpa, (ANN). Au cours d'un forum sur les relations entre les Etats-Unis et le Honduras, organisé à Tegucigalpa par l'école de journalisme, deux professeurs de l'université de Floride ont critiqué la politique extérieure de leur pays au Honduras. Bill Shepper et Mark Rosemberg, auteurs de plusieurs livres sur l'Amérique centrale, ont expliqué comment la doctrine de Reagan est imposée à coups de dollars.

B. Shepper a signalé que l'appui économique fourni par l'AID (agency for international development) est "un chantage pour contraindre le pays à suivre la ligne de Reagan, surtout en ce qui concerne les Contras". Dans son exposé, l'universitaire étatsunien est parti d'une question simple: "pourquoi l'économie hondurienne est-elle en crise malgré les millions de dollars de l'assistance étatsunienne?" C'est que, selon lui, "l'objectif de l'aide n'est pas économique, mais politique et militaire".

Il considère que le programme de l'AID, qui fournit un demi-million de dollars par jour au Honduras, est "partie intégrante de la politique extérieure de Reagan" dans ce pays. Cette politique, selon B. Shepper, a pour but de renverser le gouvernement du Nicaragua et d'empêcher la victoire de la guerrilla Salvadorienne.

En échange, "l'aide économique maintient le pays à flot et prévient la faillite totale grâce à la manne des dollars, qui couvre le déficit fiscal et soutient la balance des paiements".

Cependant, B. Shepper a affirmé que "l'aide/chantage produit ses effets à court et moyen terme. En apparence et dans l'immédiat, elle sauve la situation du gouvernement qui traverse des moments critiques. Mais à long terme, elle présente un inconvénient: elle ne procure ni ne peut procurer le développement, ni même stabiliser l'économie, et c'est là une véritable menace pour la sécurité du pays".

Dans ce contexte, selon l'universitaire, l'aide "est invisible" car "elle a été conçue pour acheter la collaboration du gouvernement à la politique de Reagan, et non pour faire des miracles économiques".

B. Shepper fournit en outre une information intéressante: en 1986, selon des chiffres officiels, 53 millions de dollars de l'aide étatsunienne sont revenus aux Etats-Unis en paiement du travail des consultants et des services. Analysant la structure de la relation avec l'AID, il a expliqué que "le capitalisme tel qu'il existe au Honduras est incapable de produire une révolution capitaliste propre et le modèle économique fondé sur les exportations impulsé par l'AID se limite à transformer le Honduras de

république bananière en république des concombres, des fleurs ou des tomates. Il n'y a aucune rupture, aucun changement par rapport au passé".

M. Rosemberg, pour sa part, s'est montré plus prudent dans ses appréciations. Il a cependant insisté sur le fait que tous les problèmes viennent de la politique états-unienne qui est conçue davantage en fonction des intérêts étatsuniens que de ceux des pays d'Amérique centrale. Cette attitude, a-t-il ajouté, provoque des divergences non seulement à l'extérieur, mais également à l'intérieur des Etats-Unis. Il a donné l'exemple des différences entre les deux candidats à l'élection présidentielle: "tandis que Bush est partisan d'une politique hostile au Nicaragua, Dukakis soutient les accords d'Esquipulas. Tandis que Bush n'a pas confiance dans l'influence des organismes internationaux, Dukakis au contraire place en eux son espoir, en particulier dans l'ONU et l'OEA".

Selon lui des changements se dessinent quant à la politique états-unienne au Honduras et dans l'Isthme, parmi lesquels l'affaiblissement de la Contra. Il soutient que "quel que soit le vainqueur de l'élection de novembre, les Contras vont être mis au rebut, et en plus les Etats-Unis ne sont pas disposés à les accueillir". Dans ce cadre, "l'aide au Honduras va diminuer et le pays doit chercher ses solutions propres avant qu'il ne soit trop tard".

LA DEMOCRATIE COURT DE GRAVES DANGERS

ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE POUR L'AMERIQUE LATINE

Quito, septembre (ANN). "La pénétration et la profondeur des actions des partis politiques latino-américains sont de plus évidentes, comme l'a prouvé la gauche démocratique en Equateur où l'arrivée au pouvoir de Rodrigo Borja légitime la thèse du socialisme démocratique, qui a réussi à former une solide chaîne de solidarité, évidente lors de son investiture à la présidence de son pays".

José Francisco Pena, secrétaire général du Parti révolutionnaire de la République Dominicaine (PRD) a accordé un long entretien à l'ANN. Cet homme politique, président du comité de l'Internationale socialiste (IS) pour l'Amérique latine et initiateur de la redéfinition idéologique de son parti, affirme que toute action visant à la démocratisation en Amérique latine reçoit un soutien unanime des partis. "C'est cette démocratisation que souhaite le groupe des huit (Contadora et groupe d'appui)", auquel le gouvernement de Borja pourrait se rallier du fait de "la fraîcheur de ses propositions, de son prestige et de son influence".

Ces conditions étant réunies, l'Equateur "a le poids suffi-

sant pour s'intégrer au groupe de Contadora et ses alliés en Amérique du sud".

La démocratie retrouvée dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et la Bolivie court de graves dangers qui l'empêchent de se consolider, dit F. Pena "tels que la crise financière internationale, dont l'un des éléments est le protectionnisme des pays industrialisés et l'abandon de la solidarité".

"La crise économique latinoaméricaine serait moins grave si les nations développées n'avaient pas réduit les flux financiers de l'aide apportée au développement, substituant l'assistance fournie par le biais d'organismes d'aide internationale et les apports versés par l'intermédiaire d'institutions multilatérales par les crédits à taux d'usure de leurs grandes banques. Après nous avoir considéré comme des importateurs de ressources bon marché, ces pays riches nous ont changé en exportateurs de capital et en financiers de leur propre développement. C'est ainsi que les rôles ont été inversés. Au lieu de continuer à soulager le sous-développement, les nations industrialisées se sont changées en marâtres égoïstes qui se nourrissent aussi des subsides destinés à leurs soit-disant protégés".

F. Pena va au bout de son analogie: "De la même manière que les marâtres indignes confient leurs rejets à des précepteurs payés pour leur enseigner les premières lettres de l'alphabet, les précepteurs des économies latino-américaines comme le Fonds monétaire international agissant au nom des pays riches, ont soumis nos économies à une discipline de fer qui a réduit notre épargne pour l'investissement à sa plus simple expression et a entraîné des hausses de prix qui ont provoqué le mécontentement, avec ses conséquences inévitables sur le plan social et politique".

"Ce mécontentement est le cheval de bataille que les cavaliers du conservatisme et de l'extrémisme ultrarévolutionnaire menacent de monter pour revenir dominer les sociétés latinoaméricaines, et qui, en un mouvement de tenailles tentent d'étouffer les processus démocratiques renaissants qui ont coûté tant de souffrances dans la lutte contre les dictatures des années 60 et 70". Mais d'autres obstacles entravent l'approfondissement du processus de démocratisation dans le continent. "Ils se manifestent dans les zones où les forces impérialistes et oligarchiques ont eu historiquement le plus de poids, où les empires et les dictateurs ont montré le plus de voracité et de domination: en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Le dirigeant politique prend l'exemple du Nicaragua: "tant que durera l'évolution sandiniste, pour savoir si le gouvernement nicaraguayen a respecté ou non son programme originel de démocratie, de non-alignement et de pluralisme politique, ou bien si, au contraire, la stagnation des objectifs politiques du sandinisme est due à l'agression du gouvernement de Reagan qui a contribué à l'écarter de la trajectoire démocratique pré-établie, en le forçant à se rapprocher des pays capab-

les de lui offrir leur solidarité militaire pour contrecarrer l'agression armée des forces contre-révolutionnaires appuyées par Washington".

En tant que leader du PRD, F. Pena prend clairement position dans ce conflit: "pour nous, le Nicaragua est une nation envahie et assiégée du point de vue économique et militaire. Indépendamment des bonnes ou mauvaises intentions démocratiques qu'amis et ennemis, partisans ou alliés déçus lui prêtent, il n'existe pas une seule nation envahie qui ait pu maintenir pleinement en vigueur les principes de la démocratie et de la liberté. Aucune nation européenne ne tolérerait sans réagir une agression constante lancée contre elle depuis ses frontières, comme l'a permis le Nicaragua, et les gouvernants étatsuniens moins que quiconque".

"Seule la paix peut servir de pierre de touche pour démontrer la légitimité démocratique et révolutionnaire du gouvernement sandiniste. Les Etats-Unis n'ont pas le droit de dicter au Nicaragua sa ligne de conduite".

En bref:

COMMENTAIRE DU BARRICADA

"LA TROISIEME VOIE UNE AUTRE FACON DE SE VENDRE"

Managua, (ANN). "Tant que l'opposition de droite ne se détachera pas de la politique étatsunienne, ni la 'troisième voie' ni la quatrième ne pourront la transformer en force vraiment nationale", selon l'éditorial daté du 28 septembre du journal "Barricada".

Sous le gros titre "la troisième voie, une autre façon de se vendre", l'organe officiel du Front Sandiniste de libération nationale souligne que "même si elle tente de le démentir et de faire le flou à l'aide d'éphémères grèves de la faim, la droite ne peut cacher son caractère d'opposition achetée". Le quotidien fait remarquer que le congrès des Etats-Unis confirme une fois de plus le caractère "mercenaire" et dépendant de l'opposition, en votant le vendredi 30 deux millions de dollars, en plus de 27 millions destinées à la Contra, afin d'encourager l'opposition interne. "Si l'on en croit la Maison Blanche, ce financement serait destiné à ce qu'elle appelle "la promotion de la démocratie". Cet argent sera livré par le "national endowment for democracy" vers la fin du mois d'octobre. Cependant Barricada précise que "cette fois-ci, le contrat de vente a une clause: les bénéficiaires, c'est à dire l'opposition, devront avoir renoncé à la violence et couper leurs liens avec la Contra". Cet élément, selon le quotidien, est très significatif, car il pourrait indiquer que l'aide militaire à la Contra va être plus que gelée et que Washington est en train de chercher une issue qui serait

un 'bermudisme' sans Bermudez".

Ce n'est donc pas un hasard si, le mardi 27 septembre, une partie de "l'opposition civique" a proclamé si vite la formation d'une "troisième voie", à laquelle ne pourront s'intégrer ceux qui sont en faveur de l'affrontement armé, bien qu'y figurent des traîtres et des membres de la direction de la Contra qui n'ont pas renoncé publiquement à la lutte armée". En effet, Eden Pastora, ancien sandiniste passé à la Contra en 1981, et Erick Ramirez, du parti social chrétien ont informé, le premier au Costa Rica et le second à Managua, de la signature d'une alliance pour former un mouvement politique d'opposition, qui selon eux représentera la "troisième voie" et a l'intention d'attirer à elle d'autres secteurs. Selon Barricada, "cela pourrait signifier que le sort en est jeté pour la Contra et que les politiques se dépêchent de se réorganiser pour devenir des candidats présentables aux "bourses" du "national endowment for democracy", dont les principaux bénéficiaires ont été jusqu'à présent le journal La Prensa et le Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep)".

L'éditorial se termine sur l'idée que "tant que l'opposition s'entêtera à servir de paravent ou de substitut à la Contra, elle pourra tout juste continuer à être une cinquième colonne".

REACTIONS A LA CREATION D'UNE ALLIANCE DE "LA TROISIEME VOIE"

Managua, (ANN). L'annonce de la signature d'une alliance entre Eden Pastora et Erick Ramirez (Parti social chrétien), qui prétend représenter une "troisième voie" pour le Nicaragua a provoqué rejet, surprise et scepticisme à Managua.

Ramiro Gurdian, président de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), a expliqué que son organisation, qui regroupe les formations les plus à droite (entre autre le conseil supérieur de l'entreprise privée) "n'accepterait pas Eden Pastora, parce qu'il ne représente personne". Par contre, Virgilio Godoy, du Parti libéral indépendant, a estimé qu'il était "un peu trop tôt pour parler d'alliance" et que "l'on doit penser d'abord à préserver l'unité du groupe des quatorze partis politiques". Bien qu'il pense qu'à l'intérieur de ce groupe, des blocs peuvent fonctionner, "nous ne devons rien faire qui puisse provoquer une rupture, mais au contraire consolider le groupe des quatorze qui est utile pour présenter les demandes de l'opposition".

Le Parti populaire social chrétien (PPSC), pour sa part, a fait savoir par la bouche de son secrétaire général Mauricio Diaz, qu'il n'a pris aucun engagement dans une alliance. Il s'est montré surpris de la déclaration d'Erick Ramirez qui a affirmé que le PPSC "est le parti le plus pro-

che de la troisième voie". "Cela nous a pris par surprise, a expliqué M. Diaz, car nous n'avons sollicité aucune démarche internationale à ce propos". Il a pourtant reconnu qu'un bloc "de centre démocratique est nécessaire".

Quant au gouvernement, il a estimé qu'au moment où le pays subit une agression militaire, il n'y a pas de place pour une troisième voie. Le président Ortega, reprenant une idée qu'il avait déjà exprimée dans un discours récent (voir bulletin no 124), a expliqué que, dans les circonstances actuelles, "soit on est du côté de la défense du pays, de la souveraineté nationale, soit on est du côté de l'agression étrangère".

MERES DU JEUDI: LE DOUZIEME REFUS

Managua, (ANN). Pour la douzième fois, le Cardinal Obando a refusé, le jeudi 29 septembre, de recevoir les mères des jeunes séquestrés par la contre-révolution qui réalisaient leur douzième manifestation traditionnelle du jeudi.

Le prélat a fait savoir cette fois-ci qu'il était pris par la célébration de Saint Michel Archange, son saint patronymique. Outre les mères originaires de Managua et les jeunes invalides ayant perdu un membre en combattant les mercenaires, il y avait aussi face à l'archevêché des mères du département de Jinotega (au nord). Parmi elles, se trouvait Virginia Giron, mère de Noel Antonio Giron, enlevé par la Contra en 1984 à l'âge de treize ans.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Boza.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

Conservant son calme avec peine, V. Giron a expliqué que son fils a été séquestré alors qu'il allait rendre visite à ses grands-parents, comme l'ont vu des témoins. Depuis, elle n'a eu aucune nouvelle. "Je garde l'espoir car je le vois vivant dans mes rêves et je le sens vivant dans mon coeur". Pourtant, les journalistes de la presse internationale qui ont visité les camps de la Contra rapportent que les mercenaires ont l'habitude d'enlever des adolescents, filles et garçons, pour satisfaire leurs besoins sexuels et que souvent ils les tuent ensuite.

Rosa Coca Flores est une autre mère, de Managua, dont le fils a été enlevé il y a six mois avec quatre autres jeunes. Elle fait chaque jeudi depuis deux mois le pèlerinage hebdomadaire à l'archevêché avec l'espoir que le cardinal Obando reçoive, en sa qualité de président de la Commission de réconciliation, une délégation des mères. "C'est à devenir folle, dit-elle, il ne nous reçoit jamais. Mais nous ne nous lasserons pas, nous n'arrêterons pas de venir jusqu'à ce que nous sachions ce que sont devenus nos enfants, jusqu'à ce qu'ils nous laissent aller les chercher dans les campements de la Contra".

Les mères, qui ont fondé la Commission nationale des mères pour la paix et pour la vie, se sont retirées à midi. Elles reviendront jeudi prochain, avec d'autres, pour solliciter du cardinal qu'il respecte la clause des accords d'Esquipulas selon laquelle toutes les démarches nécessaires doivent être entreprises pour la libération des séquestrés, qui sont plus de six mille.

DIX CHEFS DE YATAMA POUR LA GUERRE DEPOSENT LES ARMES

Puerto Cabezas, (ANN). Le 1er octobre, dix chefs de l'organisation Yatama pour la guerre ont signé avec le gouvernement un accord de cessez-le-feu, décision qui a été accueillie avec enthousiasme et soulagement par les habitants des 54 communautés de la zone de l'Atlantique nord où ils opéraient. L'accord est, entre autres, le fruit du travail assidu des 42 commissions de paix et d'autonomie et des dialogues que l'armée a soutenu depuis un an avec les chefs indigènes.

Ceux-ci, qui ont sous leurs ordres une troupe de 300 combattants, se sont engagés à créer des milices d'autodéfense dans la zone du fleuve Prinzapolka pour défendre les villages, les coopératives, les installations des services publics et protéger la population civile.

Le major Ramon Moncada, chef de l'état major régional, a informé qu'il reste environ 300 indigènes armés dans la région. Mais il estime qu'il y a bon espoir qu'une paix définitive s'installe puisque les ethnies elles-mêmes ne veulent plus de la guerre.

JAF/PP
8042 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite